

A Madagascar, le combat des « ex » pour la présidence

Les trois favoris, dont deux anciens chefs de l'Etat, se disputent un électorat qui ne cesse de s'appauvrir

ANTANANARIVO · envoyée spéciale

Pres de 10 millions de Malgaches sont attendus dans les bureaux de vote, mercredi 7 novembre, pour le premier tour de l'élection présidentielle dans laquelle s'affrontent 36 candidats, dont le chef de l'Etat sortant Hery Rajaonarimampianina. Le retour dans l'arène politique des anciens présidents Marc Ravalomanana (2002-2009) et Andry Rajoelina (2009-2014) a éclipsé les autres prétendants, transformant la campagne en un combat des « ex » – d'autant plus écrasant que les trois favoris disposent de moyens financiers disproportionnés mis à profit (en l'absence de plafonnement des dépenses de campagne) pour sillonner à coups d'hélicoptères ce pays plus grand que la France et dépourvu de routes, organiser au pas de course jusqu'à trois meetings par jour ou s'acheter une forte visibilité dans les médias et sur les réseaux sociaux.

Interdits sous la pression des bailleurs étrangers de se présenter en 2013, les deux protagonistes de la crise de 2009 attendent depuis cinq ans l'occasion de prendre leur revanche. Accusé de dérive autoritaire et tenu responsable d'émeutes qui firent plus d'une centaine de victimes à Antananarivo, M. Ravalomanana a été contraint à l'issue de cette période d'abandonner le pouvoir à M. Rajoelina, le jeune maire de la capitale, soutenu par l'armée, pour un régime dit « de transition » qui dura finalement quatre ans. Après ce coup d'Etat, la suspension d'une grande partie de l'aide internationale et le retrait des investisseurs étrangers entraînèrent une sévère dépression économique. Les deux hommes ont à cœur d'effacer ces sombres souvenirs et de démontrer qu'ils peuvent incarner l'avenir du pays.

De son côté, M. Rajaonarimampianina demande aux Malgaches de lui donner plus de temps pour poursuivre les réformes engagées, et met en avant le soutien que lui

ont accordé les institutions financières internationales en promettant de financer son programme de développement. En 2018, Madagascar devrait enregistrer une croissance légèrement supérieure à 5 %, soit la plus forte depuis dix ans, selon les prévisions du Fonds monétaire international.

La santé retrouvée des indicateurs macroéconomiques ne s'est cependant pas traduite par une amélioration des conditions de vie. Quelque 78 % de la population continuent de vivre avec moins de 1,90 dollar par jour. Seuls les milieux d'affaires et une frange urbaine ont profité de cette petite prospérité. A Antananarivo, l'afflux de migrants fuyant la pauvreté des campagnes n'a rendu que plus visible l'écart entre ceux qui n'ont rien et une minorité de privilégiés.

« Economie de rapine »

Le revenu par habitant reste inférieur de près d'un tiers à ce qu'il était en 1960, au moment de l'indépendance du pays, faisant de Madagascar un cas à part parmi les pays en développement. Au gré de crises politiques à répétition, l'île n'a cessé de s'appauvrir. Dans le même temps, la défiance à l'égard de l'Etat et de ses dirigeants a prospéré.

Le président sortant, ex-ministre des finances de M. Rajoelina pendant la transition, ne peut, de ce point de vue, se targuer d'avoir inversé la tendance. Les scandales de corruption qui touchent son proche entourage ont alimenté le procès contre une classe politique qui utilise le pouvoir pour capter les deniers publics et se ménager des rentes sur des pans licites ou illicites de l'économie. « Il règne à Madagascar une économie de rapine, avec des rentes faciles à prélever sur les ressources naturelles, l'aide extérieure, l'Etat. Au sommet, il y a le président de la République et son clan, ceux que nous appelons les "hyper-élites", soit environ 10 000 personnes sur une population de 25 millions d'habi-

LE CONTEXTE

CONTESTATION

L'organisation du processus électoral est critiquée par une vingtaine de candidats sur les 36 qui se présentent au scrutin présidentiel du 7 novembre. Après avoir demandé en vain la réouverture de la liste électorale, ils n'appellent toutefois

pas au boycottage. Mais cela augure d'un climat de tensions le jour du vote. Les 25 000 bureaux déployés sur le territoire seront placés partiellement sous la surveillance des observateurs envoyés par l'Union européenne et par la Sadec, l'organisation de coopération régionale. La plate-forme de la société civile Rohy a également prévu de mobiliser 6 000 militants. Les résultats de ce premier tour devraient être connus entre le 14 et le 20 novembre.

tants. Ces gagnants prennent tout », décrit ainsi François Roubaud, économiste à l'Institut de recherches pour le développement (IRD) et spécialiste de la grande île de l'océan Indien.

Dans ce pays connu pour son exceptionnelle biodiversité, l'ampleur du trafic de bois de rose à destination de la Chine illustre la puissance des réseaux mafieux et leurs solides connivences à l'intérieur de l'Etat. A ce jour, aucun des barons de ce commerce, estimé à plusieurs milliards de dollars, n'a réellement été inquiété. La Banque mondiale, Interpol, la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore en danger (Cites), pour ne citer que quelques-uns des acteurs engagés sur ce dossier, n'ont pourtant pas ménagé leurs efforts pour contraindre le gouvernement à agir. « Le projet de loi sur le recouvrement des avoirs illicites et celui contre le blanchiment n'ont jamais pu être discutés à l'Assemblée car une grande partie de ceux qui devraient voter sont concernés », confie un responsable du Bureau indépendant anti-corruption (Bianco).

« Risque pour la paix »

L'exportation en contrebande de l'or ou des saphirs, entre autres, participe de ces pratiques auxquelles il est possible de se livrer en toute impunité. Avec pour autre conséquence de priver un Etat déjà exsangue de ressources fiscales dont il aurait besoin pour financer la santé, l'éducation, et investir dans les infrastructures indispensables à la transformation du pays. A titre d'exemple, sur les 31 640 kilomètres du réseau routier, seuls 10 % sont en bon état et un tiers à peine est praticable toute l'année.

Face à cette « corruption institutionnalisée », comme la qualifie Ketakandriana Rafitoson, directrice de l'organisation Transparency-Madagascar, les ONG se sont regroupées pour exercer leur vigilance et placer le sujet au centre du débat public. L'Agence malgache

de développement économique et de promotion des entreprises (AMDP) en a fait récemment les frais pour avoir signé avec un consortium d'entreprises chinoises un protocole d'accord d'un montant de 2,7 milliards de dollars, dans le but affiché de « développer l'économie bleue » – la pêche.

Cet accord, signé le 5 septembre à Pékin par le directeur de l'AMDP, Hugues Ratsiferana, par ailleurs conseiller spécial de M. Rajaonarimampianina, sans appel d'offres et sans études sociales ou environnementales préalables, soulève légitimement de nombreuses questions. A commencer par celle-ci : quel est l'intérêt des Malgaches de déployer autour de l'île 330 chalutiers « offerts » par le consortium chinois, alors que les stocks halieutiques subissent déjà, pour de nombreuses espèces, la surpêche ?

Face à ce délitement de l'Etat, les Malgaches se sentent d'autant plus abandonnés que l'insécurité flambe. Coupeurs de route, cambriolages, enlèvements : chaque jour, les journaux tiennent la chronique de ces faits divers, auxquels les victimes répondent par la multiplication de vindictes populaires dont il n'est plus rare qu'elles se transforment enlynchages. Toutes les régions du pays sont désormais concernées. Au point d'inquiéter la Commission des droits de l'homme des Nations unies, qui, dans un rapport publié en août 2018, y voyait un « risque élevé pour la paix ». Ces deux dernières années, les auteurs de ce document ont recensé « 108 cas de vindictes populaires engendrant 152 morts et 61 blessés ».

A vingt-quatre heures du scrutin, les hélicoptères se sont tus dans le ciel malgache. Les barnums déployés par les principaux candidats ont été provisoirement rangés. Des promesses ont été faites, des tee-shirts distribués, parfois même des motos ou des machines à coudre. Cela suffira-t-il à convaincre les électeurs d'aller voter ? ■

LAURANCE CAMEL